



## Direction Générale adjointe Mobilité et Logistique

Unité Territoriale : Vauvert  
Secteur : Sud  
Adresse : 659, Route de Nîmes - 30600 Vauvert  
Téléphone : 04 66 88 25 80  
Fax : 04 66 88 99 20  
E-mail : ut-vauvert.adpr@gard.fr  
Affaire suivie par : BERTHEZENE Sébastien  
Numéro de l'acte : PV 19 VA 399

### Arrêté portant permission de voirie pour Pose de fourreaux et déploiement fibre optique

Commune : Aigues-Mortes, Saint-Laurent-d'Aigouze  
RD : RD 979g du PR 77+331 au PR 81+170  
du 85+000 au PR 87+992

RD 979 du PR 87+052 au PR 87+992  
du PR 88+740 au PR 88+890

RD 979A du PR 0+000 au PR 0+280

Dates : 14/10/2019 - 13/12/2019

Le Président du Conseil départemental du Gard,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de la propriété des personnes publiques,
- Vu le code de la voirie routière,
- Vu le code de la route,
- Vu le code des postes et communications électroniques,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- Vu le règlement de voirie départemental en vigueur\*,
- Vu l'arrêté en vigueur du Président du Conseil départemental du Gard portant délégation de signature,
- Considérant la demande du 30 juillet 2019 par laquelle **SFR-Services Droits de passage-16 rue général de Boissieu-CS 68217-75741 Paris cedex 15-mail : droitsdepassage@sfr.com**, représenté par CIRCET, demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public, à l'emplacement désigné ci-dessus et notifié à TpnS- Villa Célony montée d'Avignon- 13900 Aix en Provence

Arrête

#### Article 1 : Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessus, conformément à sa demande.  
Il est autorisé à occuper le domaine public pour l'installation des équipements décrits ci-dessus, sur les emplacements suivants :

Routes Départementales 979g, 979, 979a

Hors agglomération, commune de Aigues-Mortes, Saint-Laurent-d'Aigouze

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des conditions et normes techniques et de sécurité en vigueur ainsi que du respect des conditions particulières définies aux articles suivants.



## **Article 2 : Prescriptions techniques particulières**

### **A - Tranchées transversales et longitudinales**

Les tranchées seront réalisées suivant les recommandations du SETRA "Guide technique pour le remblayage des tranchées" de mai 1994 et son complément de juin 1997. La coupe type de remblayage à respecter est jointe en annexe à la présente autorisation.

#### **Implantation des tranchées transversales**

Les traversées des chaussées seront légèrement en biais par rapport à une perpendiculaire à l'axe de la chaussée (angle compris entre 15 et 45° par rapport à la perpendiculaire de la route).

#### **Conditions d'exécution des tranchées transversales**

Les tranchées seront réalisées par demi-largeur de manière à ne pas interrompre la circulation.

#### **Implantation des tranchées longitudinales sous chaussée**

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur.

#### **Longueur maximale des tranchées longitudinales sous chaussée**

La longueur maximale à ouvrir sera égale à 100 mètres sur les RD de niveaux 1 et 2. La circulation sera impérativement vérifiée et mise en sécurité chaque fin de journée; la signalisation sera adaptée pour la nuit afin de satisfaire aux conditions de visibilité nocturne. L'extrémité du chantier remblayée sommairement sera démontée en totalité et reprise à l'avancement du chantier selon les normes de compactage et de réfection de chaussée imposées dans les articles suivants.

#### **Prescriptions particulières vis-à-vis du risque de présence d'amiante et HAP**

Le pétitionnaire est informé que le gestionnaire de la voirie ne dispose d'aucune information fiable sur la présence ou non d'amiante et HAP sur la section de voie concernée par la présente demande. Par conséquent, et conformément à l'article 27 du règlement de voirie départemental, le pétitionnaire se chargera des investigations nécessaires préalablement à la réalisation des travaux.

#### **Découpage de la chaussée**

Il sera réalisé conformément à l'article 41 du règlement de voirie départemental.  
La largeur de découpage sera conforme à la coupe type jointe en annexe.

#### **Grillage avertisseur**

Un grillage avertisseur détectable sera posé par-dessus la canalisation conformément aux normes en vigueur, environ 0.30m au-dessus de la canalisation. Ce grillage sera de couleur appropriée aux réseaux enfouis.

#### **Remblaiement des tranchées**

Il sera réalisé conformément à l'article 44 du règlement de voirie départemental.

#### **Reconstitution du corps de chaussée**

La reconstitution du corps de chaussée s'effectue en fonction de la classe de la route départementale sur laquelle l'ouvrage est construit et du trafic, conformément à la coupe type jointe en annexe et à l'article 45 du règlement de voirie départemental.

#### **Réfection provisoire**

La réfection provisoire des couches de chaussée est autorisée uniquement en enrobé à froid. La durée maximale de la réfection provisoire de la couche de surface ne pourra être supérieure à 1 an.

Le bénéficiaire reste entièrement responsable des conditions de sécurité des usagers de la voirie pendant le délai où la couche de chaussée restera provisoire.

Lors de la réfection définitive, on procèdera au fraisage du revêtement provisoire et au décaissement de la couche de GNT, avant de réaliser les couches de chaussées telles que prévues en annexe.



## **Réfection définitive**

Elle sera réalisée conformément à l'article 41 du règlement de voirie départemental.  
L'emploi d'un finisseur est exigé, pour la réfection des couches bitumineuses.

La signalisation horizontale supprimée ou endommagée par les travaux devra être reconstituée qualitativement à l'identique par une entreprise spécialisée, dans un délai maximum de 15 jours après la réfection définitive de la chaussée.

## **B - Tranchées sous accotement non revêtu**

Les tranchées seront réalisées suivant les recommandations du SETRA "Guide technique pour le remblayage des tranchées" de mai 1994 et son complément de juin 1997. La coupe type de remblayage à respecter est jointe en annexe à la présente autorisation.

## **Implantation des tranchées sous accotement**

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur.

## **Réalisation de la tranchée**

La tranchée sera réalisée à la trancheuse ou par tout matériel performant.

## **Grillage avertisseur**

Un grillage avertisseur détectable sera posé par-dessus la canalisation conformément aux normes en vigueur, environ 0.30m au-dessus de la canalisation. Ce grillage sera de couleur appropriée aux réseaux enfouis.

## **Remblaiement des tranchées**

Il sera réalisé conformément à l'article 44 du règlement de voirie départemental.

## **Reconstitution de l'accotement non revêtu**

La reconstitution de l'accotement non revêtu s'effectue conformément à la coupe type jointe en annexe. Le revêtement de surface sera identique à celui qui existait au préalable.

La nature des matériaux, les épaisseurs et les performances des matériaux du corps de chaussée ainsi que la composition de l'atelier de compactage seront précisés au gestionnaire de la route par le pétitionnaire ou l'entreprise chargée de la réalisation des travaux, conformément au guide de remblayage de tranchées.

## **Article 3 : Dispositions spéciales**

### **Partie sur RD 979G**

#### **1) Giratoire Jasse d'Isnard ; PR 77+331 à 77+351**

Ouverture de tranchée en traditionnel, sur les 2 bretelles du giratoire (VC et RD288) + pose de 2 chambres L2T.

Réfection provisoire en enrobé à froid sur les chaussées, puis réfection définitive en BBSG.

Les travaux seront implantés conformément à l'annexe 1

#### **2) Section courante ; PR 77+351 à 77+600**

Autorisation de déployer la fibre dans les fourreaux PEHD, posés par le Département du Gard,

#### **3) Encorbellement pont de la Cubelle ; PR 77+600 à 77+630**

L'encorbellement sera réalisé sur la corniche de l'ouvrage, côté aval.

Il sera réalisé conformément à l'annexe 2

#### **4) Section courante PR 77+630 à 78+975**

Autorisation de déployer la fibre dans les fourreaux PEHD, posés par le Département du Gard, sous accotement revêtu.

#### **5) Giratoire Grand malherbes ; PR 78+975 à 79+165**

Ouverture de tranchée en traditionnel, coté bretelle VC + traversée bétonnée de 2 fossés (béton sur 1 m de large et 0,50 m d'épaisseur) + pose d'une chambre L2T.

Réfection provisoire en enrobé à froid sur les chaussées, puis réfection définitive en BBSG.

Les tranchées et la chambre L2T seront implantées conformément à l'annexe 3.



6) Section courante PR 79+150 à 81+030

Autorisation de déployer la fibre dans les fourreaux PEHD, posés par le Département du Gard, sous accotement revêtu

7) Section courante PR 81+030 à 81+170

Micro tranchée sur accotement revêtu, remblaiement au béton auto compactant coloré, puis réfection définitive au BBSG sur 1 mètre de large et 6 cm d'épaisseur.

**Entre le PR 81+170 et le PR 82+800, le tracé empruntera le domaine communal de Saint-Laurent d'Aigouze.**

**Partie sur RD 979**

8) Forage dirigé entre la voie communale et la RD 979 au PR 82+800

La fosse pour le tir d'entrée sera réalisée sur le domaine communal et la fosse pour le tir de sortie sur l'accotement revêtu de la RD 979. Le forage et l'implantation des chambres seront réalisées conformément à l'annexe 4.

9) Section Courante PR 82+800 à 83+730

Ce tronçon sera réalisé en Micro tranchée sur accotement revêtu, remblaiement au béton auto compactant coloré puis réfection définitive au BBSG sur 1 mètre de large et 6 cm d'épaisseur.

10) Section courante PR 82+730 à 83+890

Tranchée dans dépendances vertes, remblaiement conformément à l'article 2-B, ci-dessus (tranchées sous accotement non revêtu)

11) Giratoire St Laurent Sud ; PR 83+890 à 83+905

Ouverture de tranchée en traditionnel, sur la bretelle côté voie SNCF.

Remblaiement conformément à l'article 2-A ci-dessus (tranchées transversales).

Les conduites seront implantées en sur profondeur sous les passages hydrauliques des 2 fossés longeant la bretelle du giratoire.

12) Section courante PR 83+905 à 84+050

Tranchée dans dépendances vertes, remblaiement conformément à l'article 2-B, ci-dessus (tranchées sous accotement non revêtu)

13) Section courante PR 84+050 à 86+040

Micro tranchée sur accotement revêtu, remblaiement au béton auto compactant coloré puis réfection définitive au BBSG sur 1 mètre de large et 6 cm d'épaisseur

14) Encorbellement pont du Vistre ; PR 86+040 à 86+090

L'encorbellement sera réalisé sur la corniche de l'ouvrage, côté aval.

Il sera réalisé conformément à l'annexe 5.

15) Section courante PR 86+090 à 86+940

Micro tranchée sur accotement revêtu, remblaiement au béton auto compactant coloré puis réfection définitive au BBSG sur 1 mètre de large et 6 cm d'épaisseur

Technique: tranchée sous accotement revêtu et non revêtu.

16) Encorbellement pont du canal du Rhône à Sète ; PR 86+940 à 87+830

L'encorbellement sera réalisé sur la corniche de l'ouvrage, côté aval.

Il sera réalisé conformément à l'annexe 6.

17) passage sous GBA pour raccorder l'encorbellement à la section courante- RD 979 ; PR 87+830

La tranchée derrière la GBA sera bétonnée sur 0,50 m de profondeur minimum.

18) Section courante PR 87+830 à 87+980

Micro tranchée sur accotement revêtu, remblaiement au béton auto compactant coloré puis réfection définitive au BBSG sur 1 mètre de large et 6 cm d'épaisseur



19) Giratoire Intermarché+ Section courante PR 88+755 à 88+890

Micro tranchée sous chaussée (N1), remblaiement au béton auto compactant coloré puis réfection définitive au BBSG sur 1 mètre de large et 6 cm d'épaisseur

**Partie sur RD 979a**

20) Section courante PR 0+000 à 0+240

Micro tranchée sous chaussée (N1), remblaiement au béton auto compactant coloré puis réfection définitive au BBSG sur 1 mètre de large et 6 cm d'épaisseur

21) Section courant PR 0+240 à 0+280

Tranchée en traditionnel est située derrière les glissières de sécurité conformément à l'annexe 7

**Article 4 : Dépôts**

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie (accotement, délaissé).

En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle prévue pour les travaux dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

**Article 5 : Remise en état des lieux**

Elle sera réalisée conformément aux articles 25 et 34 du règlement de voirie départemental.

**Article 6 : Sécurité et signalisation de chantier**

Les mesures de restriction de la circulation nécessaires à l'exécution du chantier seront soumises pour validation à l'Unité Territoriale (hors agglomération) ou aux services communaux (en agglomération).

Le pétitionnaire est informé que l'entrepreneur chargé des travaux devra demander et obtenir un arrêté de circulation préalablement à son intervention.

**Article 7 : Délai de réalisation des travaux**

L'ouverture de chantier est fixée au 09/09/2019, comme précisé dans la demande.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra se poursuivre au-delà du 31/12/2019.

**Article 8 : Achèvement des travaux**

**A. Réfection provisoire**

Le pétitionnaire ou son maître d'œuvre avisera l'Unité Territoriale de la fin des travaux en vue de programmer une visite contradictoire des réfections provisoires.

Afin de garantir des conditions de circulation en sécurité, l'intervenant est tenu de maintenir la couche de surface provisoire en bon état d'entretien et ce jusqu'à réfection définitive. L'intervenant a donc la charge de la surveillance et de l'entretien des chaussées, trottoirs et ouvrages enterrés provisoirement, et doit en particulier remédier immédiatement aux tassements, déformations et dégradations consécutifs à l'exécution des travaux.

**B. Contrôles après exécution de la réfection définitive**

Il est exigé du pétitionnaire qu'il procède ou fasse procéder aux contrôles définis par l'article 45-D du règlement de voirie départemental.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

**C. Réception administrative des travaux**

Elle sera réalisée conformément à l'article 35 du règlement de voirie départemental.

**D. Période de garantie**

Compte tenu de la spécificité des travaux, un délai de garantie d'un an sera demandé, à partir de la date de réception de la réfection définitive inscrite dans le procès-verbal ou, à défaut, la date de réception déclarée par le maître d'ouvrage des travaux, à la demande du gestionnaire de la voie.

Cette période de garantie est régie par les dispositions de l'article 36 du règlement de voirie départemental.



## **Article 9 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.  
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le pétitionnaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, de tous les accidents et dommages qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers, et qui porteraient atteinte au domaine public, à d'autres occupants du domaine public ou encore à des tiers.

L'occupant sera tenu de disposer de moyens financiers lui permettant de faire face aux responsabilités qui lui incombent, vis-à-vis du gestionnaire de la voie et d'un contrat d'assurance garantissant les risques de responsabilité civile en général et tous risques spéciaux liés à son activité, de telle sorte que la responsabilité du département ne puisse en aucun cas être recherchée.

En outre, le pétitionnaire s'engage à ne pas mettre en cause la responsabilité du département pour tous accidents et dommages pouvant survenir à ses installations par tous autres occupants du domaine public. L'occupant ne peut non plus prétendre à aucune indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant de travaux de réparation ou d'entretien, quelle que soit leur nature qui seraient réalisés sur le domaine public. Il ne peut davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par l'exploitation du domaine public.

Enfin, l'occupant ne peut rechercher la responsabilité du département du fait :

- des contraintes qui lui sont imposées,
- de tous événements ultérieurs qu'aurait à subir le domaine public (intempéries, dégradations, ...)
- de la nature, de la consistance ou de la disposition des emprises ou des ouvrages routiers occupés, dont le gestionnaire ne garantit ni la stabilité, ni la pérennité, ni l'adéquation avec l'installation des ouvrages construits par le pétitionnaire.

## **Article 10 : Non-conformité**

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire dressera un procès-verbal à l'encontre du bénéficiaire et le transmettra à la juridiction compétente.

## **Article 11 : Formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités administratives (notamment d'urbanisme) nécessaires à l'installation de ses équipements techniques.

## **Article 12 : Entretien, réparation, fin d'occupation**

L'occupant s'engage à maintenir les lieux occupés en bon état d'entretien pendant toute la durée de son occupation. A charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien.

En cas d'urgence avérée, l'occupant peut entreprendre sans délai les travaux de réparation conformément à l'article 10-D du règlement de voirie départemental.

Au terme de l'occupation et en l'absence de renouvellement ou en cas de révocation de l'autorisation :

- les ouvrages de génie-civil (y compris fourreaux et câbles enterrés et toutes sortes de canalisations) étant des ouvrages non détachables du domaine public routier, seront soit démolis par le pétitionnaire, à ses frais, dans un délai de 3 mois, soit maintenus en l'état et incorporés dans le domaine public routier si le département renonce à leur démolition. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à l'encontre du bénéficiaire et transmis à la juridiction compétente.
- Les équipements techniques tels que câbles, fibres, dispositifs électroniques (équipements en principe détachables du domaine public) qui sont et demeurent la propriété de l'occupant durant la permission de voirie, seront démontés par ce dernier, qui remettra les lieux en l'état primitif dans un délai de 3 mois, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à ce démontage.



### **Article 13 : Déplacement**

Le pétitionnaire doit, toutes les fois qu'il en est requis par l'autorité compétente, opérer le déplacement des parties de canalisations empruntant les voies publiques. Si ces déplacements sont motivés par la sécurité publique ou l'intérêt de la voie, le pétitionnaire prend en charge la dépense et sera notamment tenu de déplacer les canalisations dont la position ne serait pas compatible avec le nouvel aménagement.

Les incidences citées ci-dessus sur les installations de l'occupant (travaux de dépose ou de déplacement et pertes d'exploitation éventuelles), occasionnées par des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine occupé et conformes à sa destination, n'ouvrent pas droit à indemnité.

### **Article 14 : Relations avec les autres occupants**

L'occupant amené à partager ou à créer des installations à proximité de réseaux existants s'engage, avant d'installer ses équipements techniques sur un emplacement ou ses abords ayant déjà fait l'objet d'une autorisation délivrée aux autres occupants, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité et de respect des normes en vigueur avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place.

Si les équipements techniques provoquent des interférences avec les équipements techniques existants, l'occupant s'engage à ce que soit réalisée la mise en compatibilité. Si celle-ci s'avère impossible à obtenir, il s'engage à ne pas installer ses équipements techniques ou à les déposer.

L'occupant devra entretenir son installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucune perturbation ne survienne dans l'exploitation des autres services.

En cas d'installation susceptible de partage, le bénéficiaire a l'obligation d'avertir le département de l'implantation de tous nouveaux câbles d'un occupant tiers.

En toute hypothèse, le titulaire de la permission de voirie demeure responsable du respect, par les autres occupants, des prescriptions administratives et techniques relatives à l'exécution de travaux sur le domaine public routier.

### **Article 15 : Redevance**

En contrepartie de l'occupation du domaine public routier, le bénéficiaire versera annuellement au département une redevance calculée par application du règlement de voirie départemental et des textes réglementaires en vigueur.

La redevance est calculée pour l'année entière sur l'intégralité des installations sans tenir compte de la date de leur implantation. En revanche, il ne sera rien réclamé pour les ouvrages supprimés dans le courant de l'année expirée.

L'avis de paiement sera établi globalement, pour l'année n, par la direction des services fiscaux. Il aura pour base un état récapitulatif des implantations autorisées que l'opérateur aura occupées ou effectuées au titre de l'année n et des années précédentes sur le réseau routier départemental.

Les quantités d'ouvrages prises en compte sont celles définies ci-dessous :

<b>Nature des interventions</b>	<b>Quantité</b>
Utilisation du sol et du sous sol	
Artère souterraine	9580 m
Artère aérienne	0 m
Stations radioélectriques > 12 m	
Pylône	0 pylône(s)
Antenne	0 antenne(s)
Stations radioélectriques < 12 m	
Pylône	0 pylône(s)
Antenne	0 antenne(s)
Autres installations	
Cabine, armoire, borne pavillonnaire	0 m <sup>2</sup>

A noter que l'emprise des supports des artères ne donne pas lieu à redevance.



## **Article 16 : Litiges**

Conformément à l'article R102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Fait à Vauvert, le **- 1 OCT. 2019**

Le Président,  
pour le Président et par délégation,  
le Chef de Service Entretien et Exploitation

### **Diffusions :**

- SFR-mail : [droitsdepassage@sfr.com](mailto:droitsdepassage@sfr.com)
- Mairie d' Aigues-Mortes, Saint-Laurent-d'Aigouze
- SERU
- UT Vauvert

### **Annexes :**

- Coupe type de remblayage à respecter

Vincent TOURREAU

\* Flashez ce code ou rendez-vous sur le site [www.gard.fr](http://www.gard.fr), rubrique « En quoi pouvons-nous vous être utile ? / Déplacements / Téléchargement » pour obtenir le règlement de voirie départemental.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de l'Unité Territoriale ci-dessus désignée.

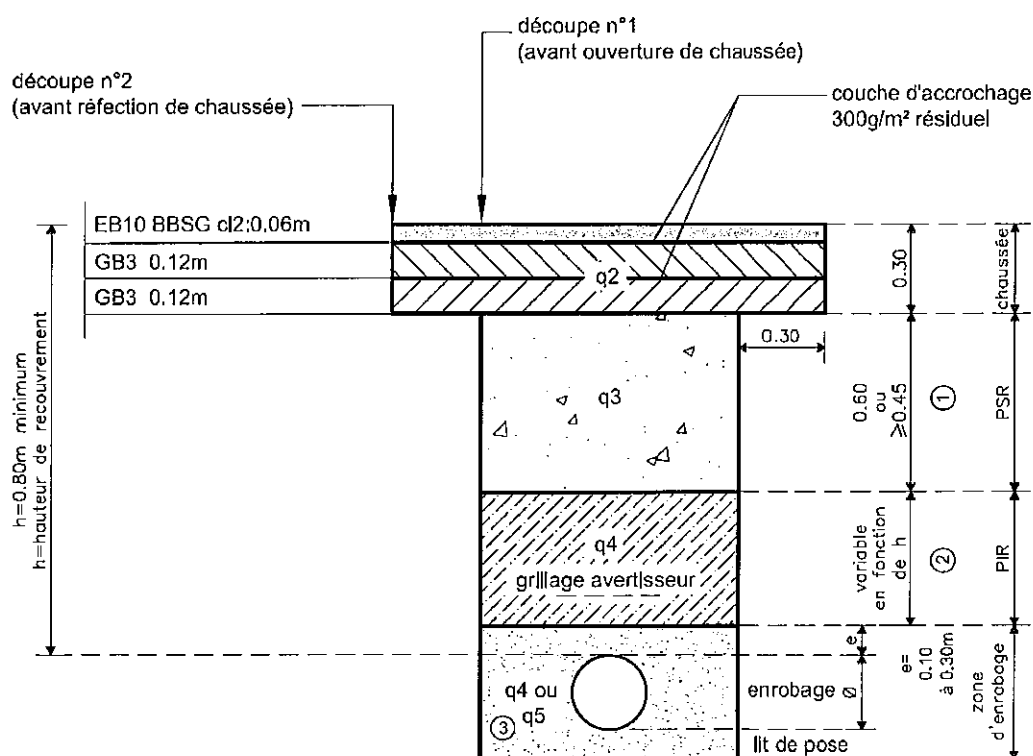




# CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD ANNEXE 6 - Modalités de remblaiement des tranchées

## FICHE N°1

Tranchée sous chaussée – Réseau N1 revêtu en enrobés ou  $t > 7500$  véh/jour



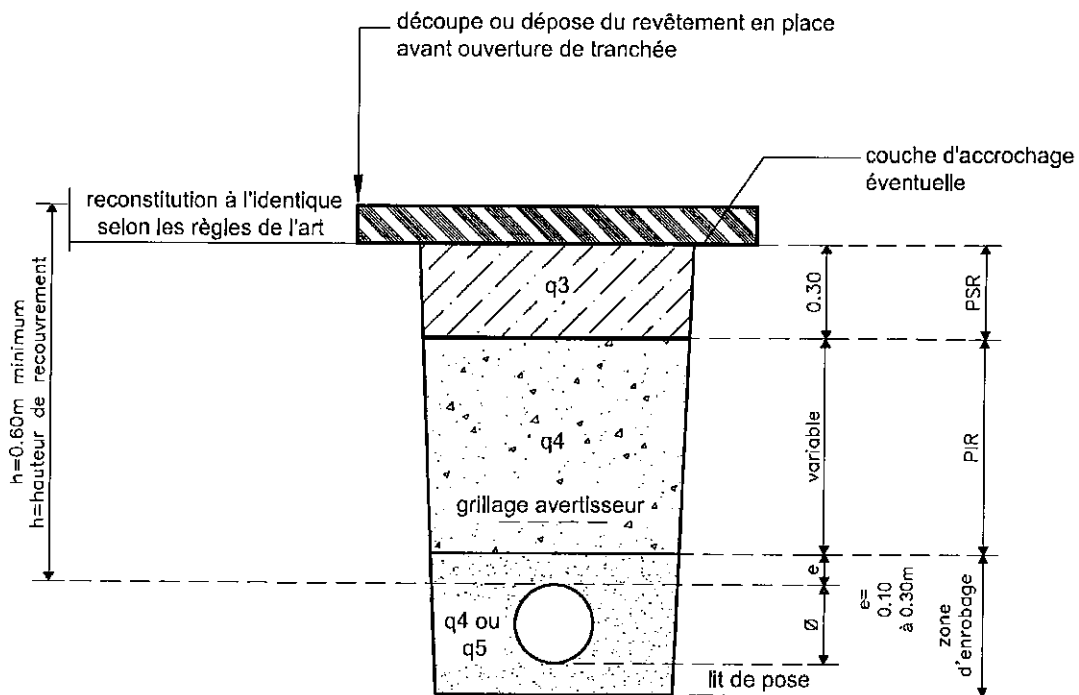
- ①  $\geq 0,45$ m admis si matériaux de la PSR et de la PIR sont de même nature. (norme NFP 98-331)
- ② Si  $PIR < 0,15$  m alors les matériaux de la PIR seront obligatoirement de même nature que la PSR. (norme NFP 98-331)
- ③ Si  $h \geq 1,30$ : q5 si non q4



CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD  
ANNEXE 6 - Modalités de remblaiement des tranchées

FICHE N°4

Tranchée hors chaussée  
sous accotement revêtu (ou trottoir)

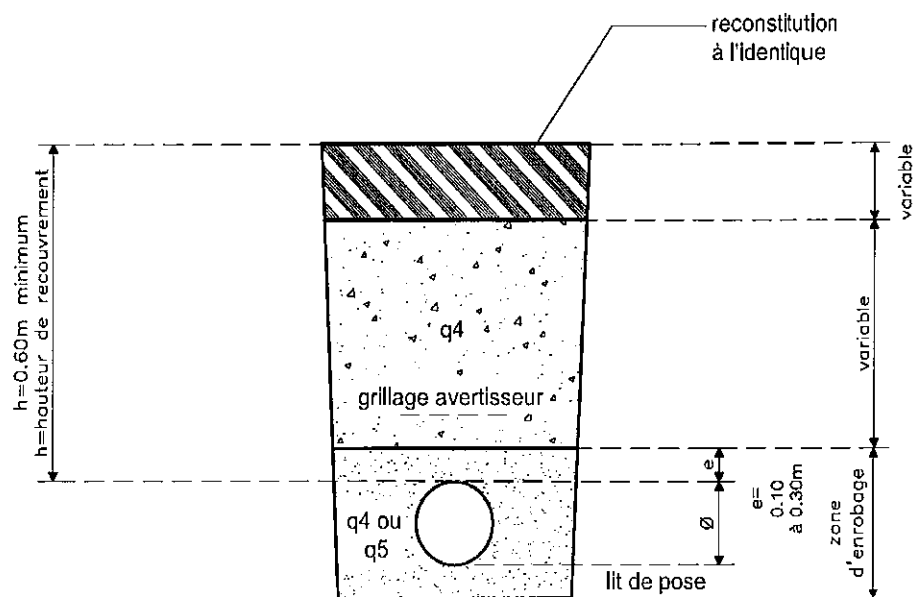




CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD  
ANNEXE 6 - Modalités de remblaiement des tranchées

FICHE N°5

tranchée hors chaussée  
sous accotement non revêtu

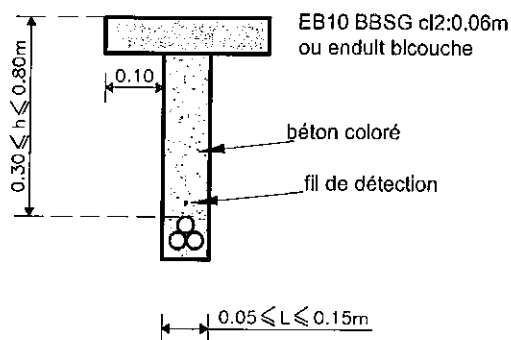




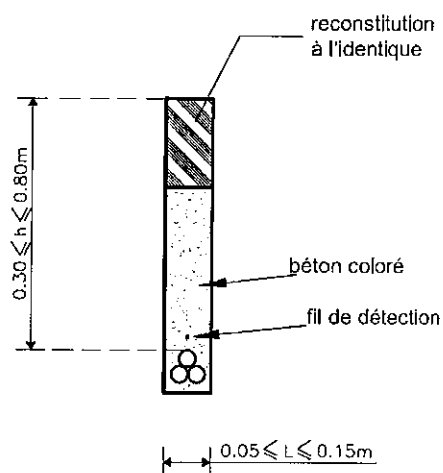
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD  
ANNEXE 6 - Modalités de remblaiement des tranchées

FICHE N°8  
Micro - tranchées

Micro-tranchée sous chaussée

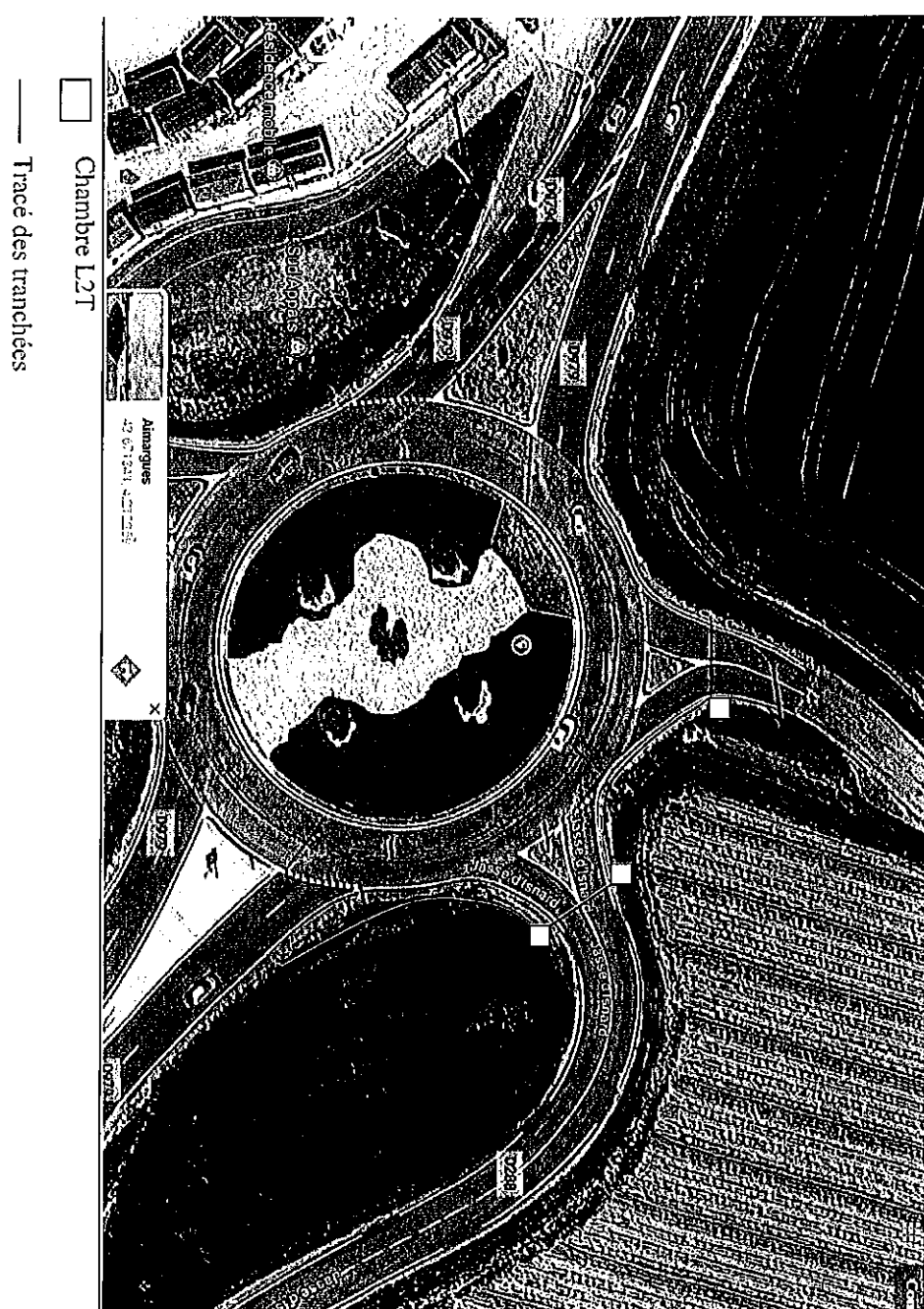


Micro-tranchée en rive



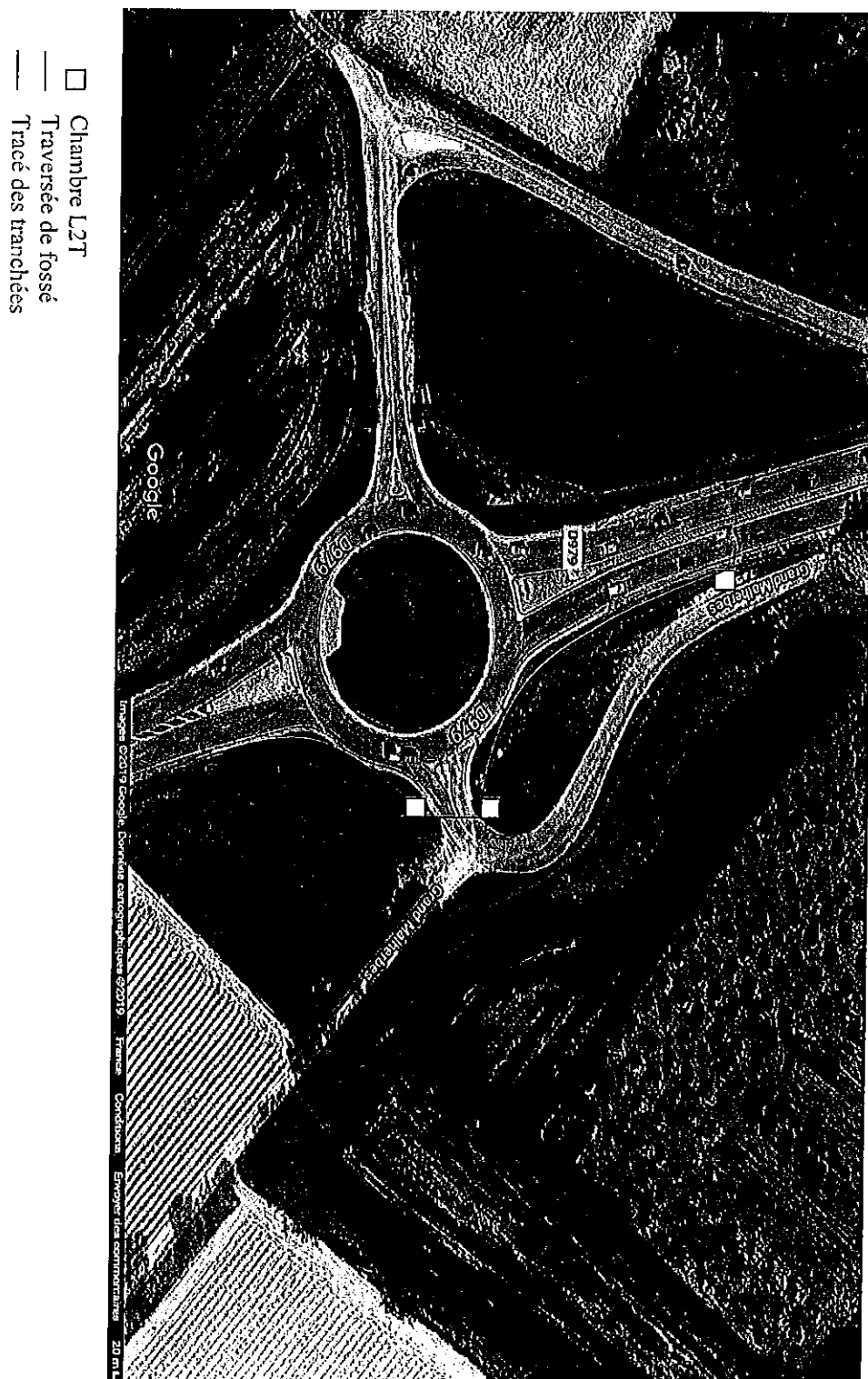


Annexe 1 : Giratoire de la Jasse d'Isnard - RD 979G ; PR 77+331 à 77+351



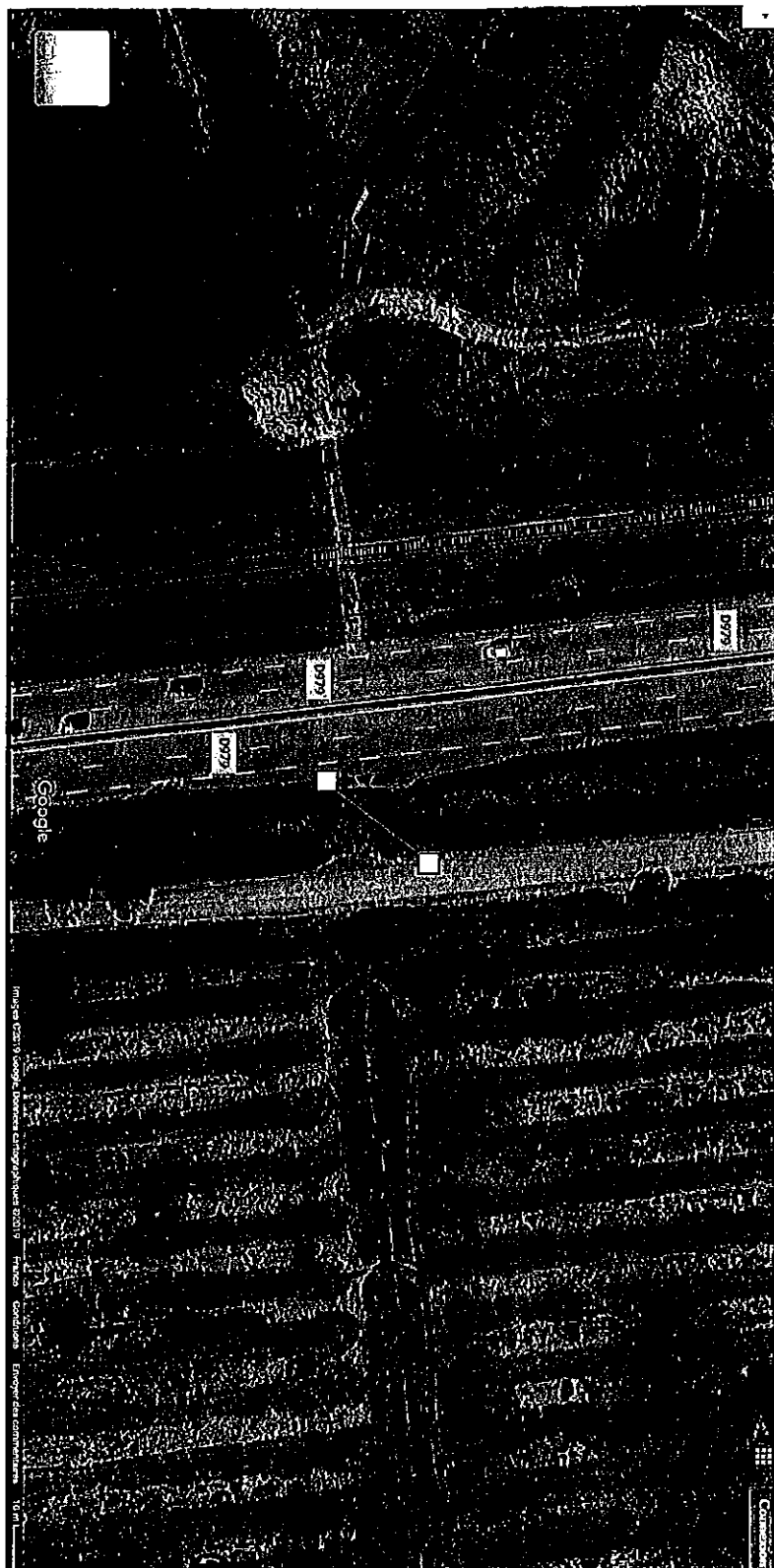


**Annexe 3 :** Giratoire du Grand Malherbes – RD 979G : PR 78+975 à PR 79+165





Annexe 4 : Forage dirigé entre VC et RD 979G –PR 84+980

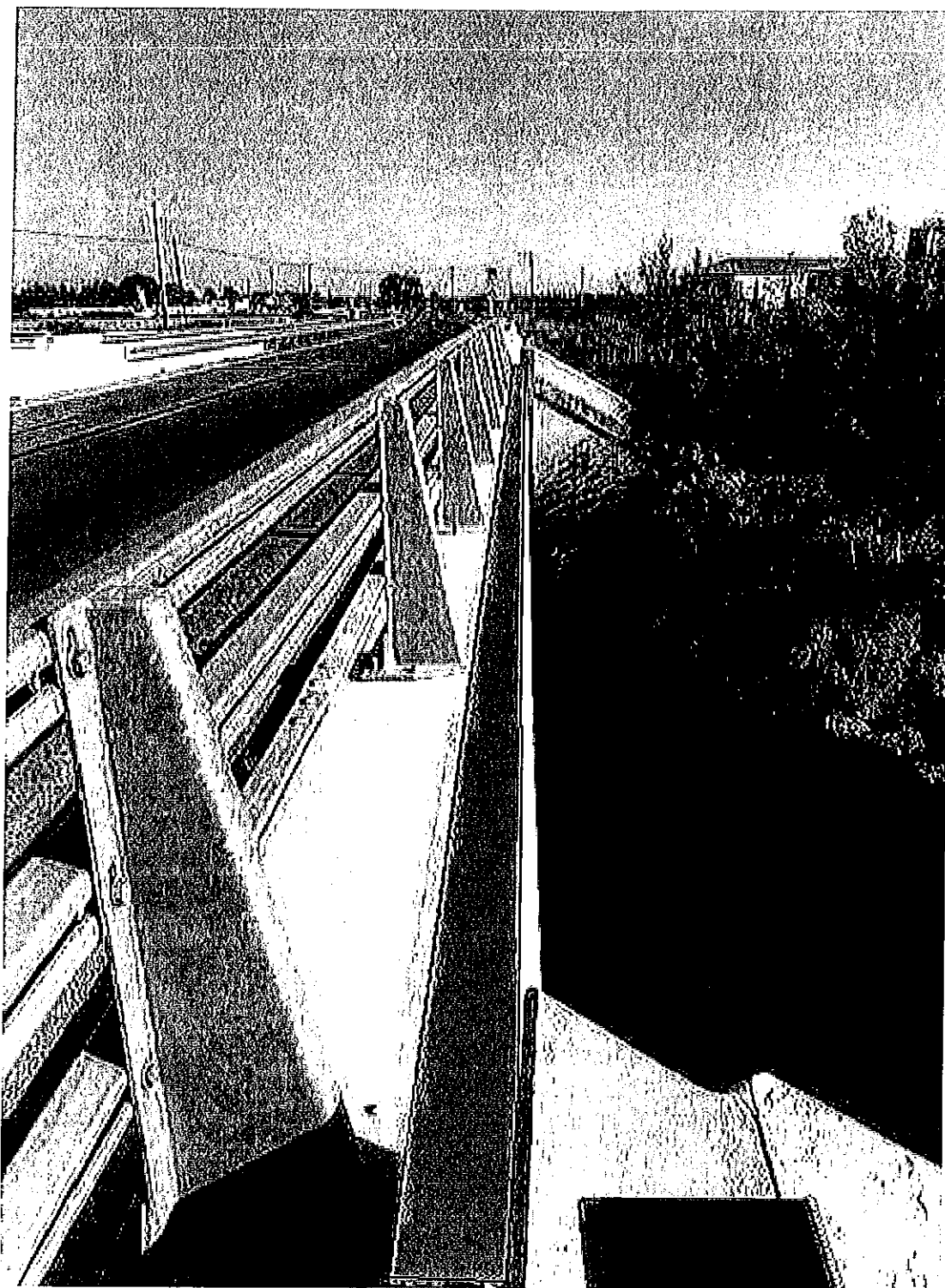


☐ Chambre L2T

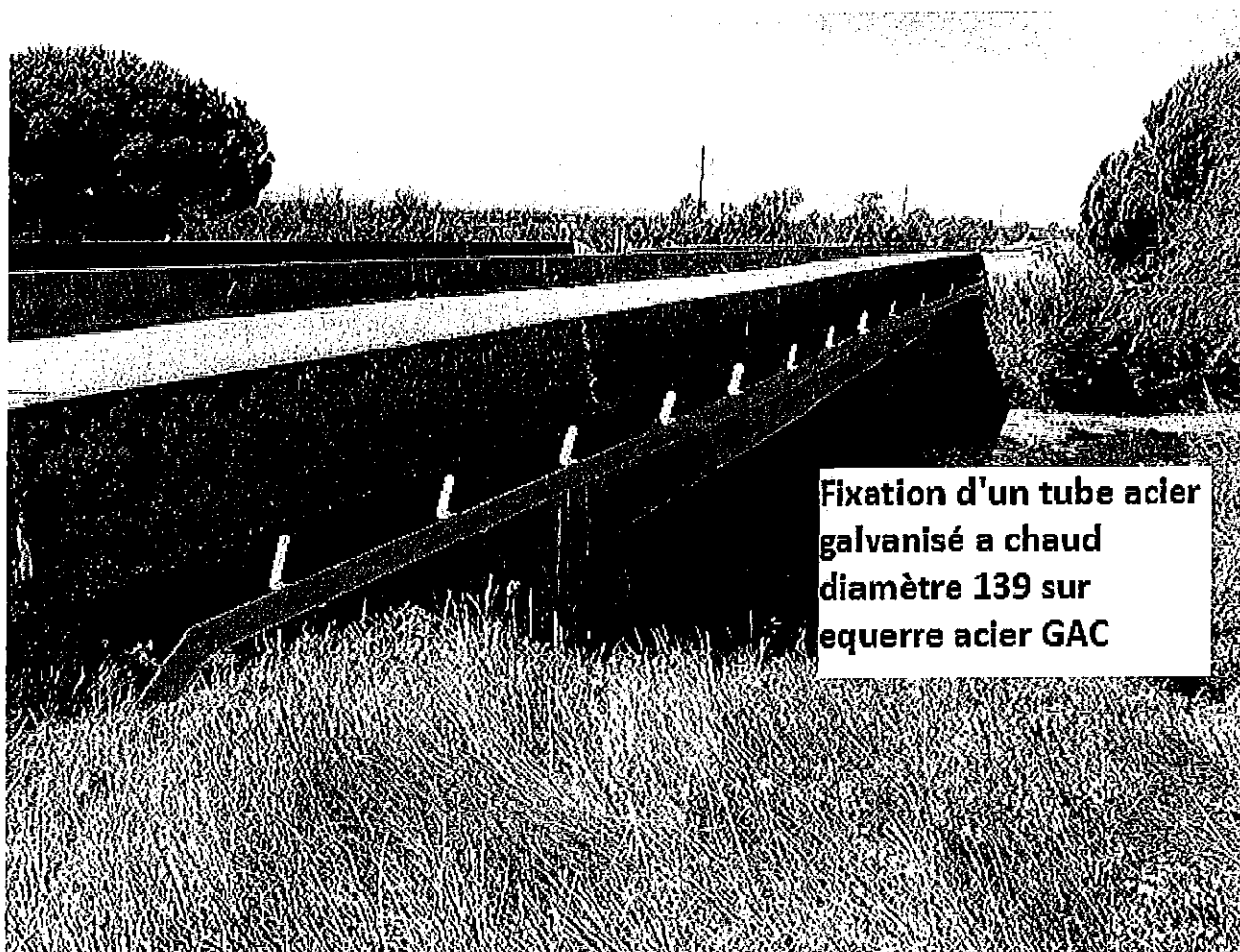
— Forage dirigé



CHEMIN DE CABLE GALVANISE A CHAUD AVEC CAPOT ACIER A FIXER A PLAT SUR LE PONT PAR GOUJONS  
D'ANCRAGE M6 TOUT LES 2.4M



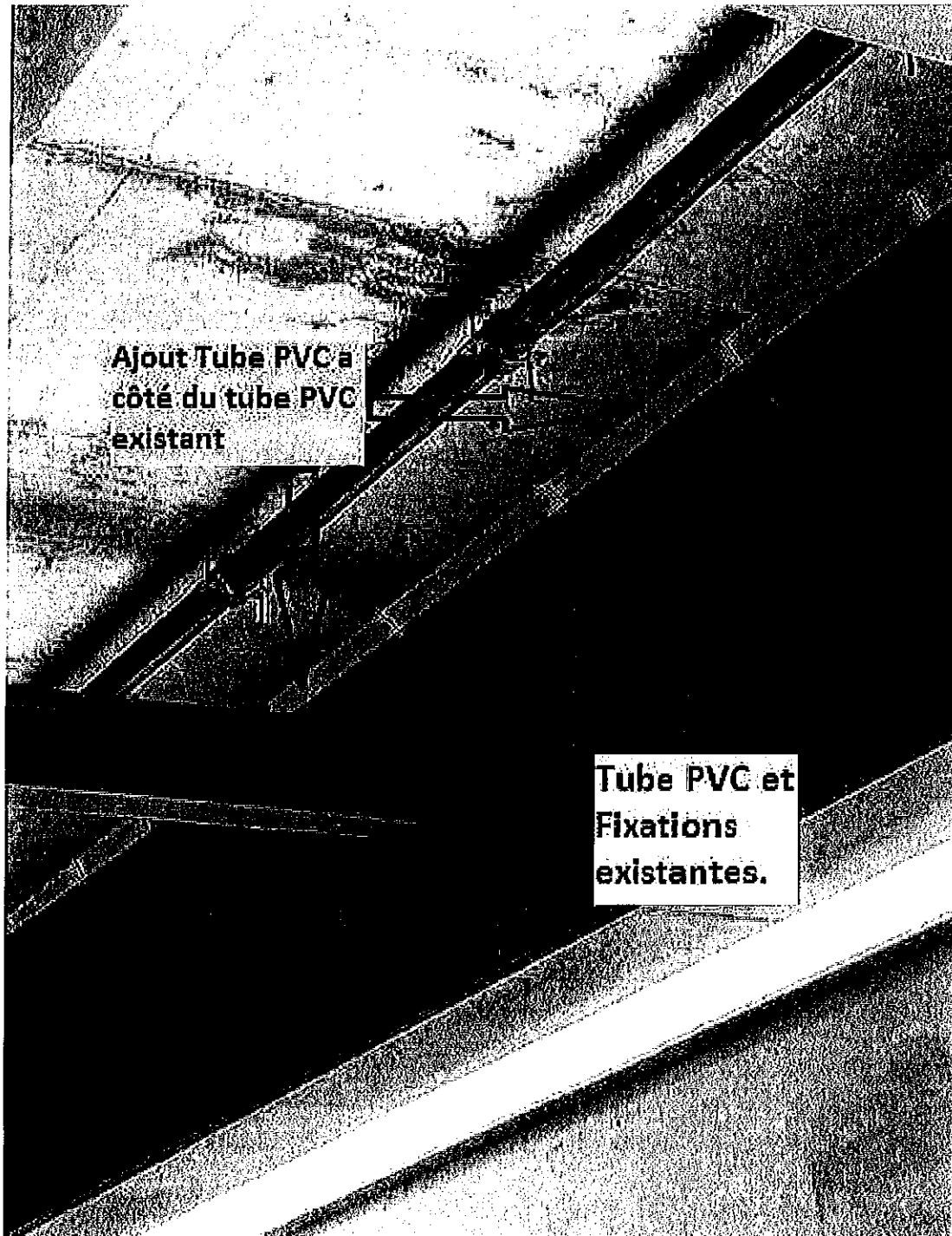




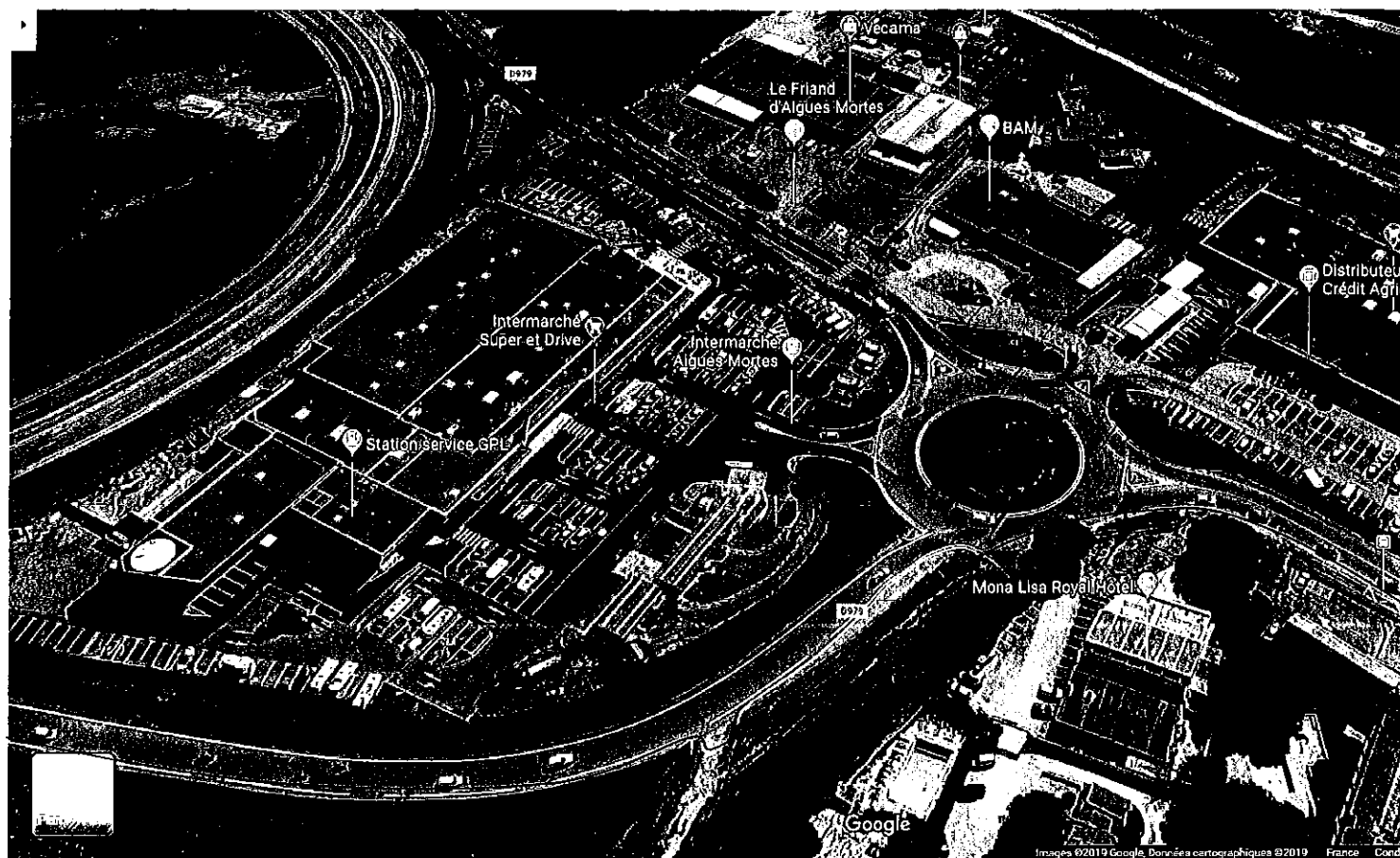
TUBE ACIER GALVANISE A CHAUD A FIXER SUR LE COTE DU PONT PAR CORBEAUX ACIER GAC ET GOUJONS  
D'ANCRAGE M12 TOUT LES 1,5m



TUBE PVC A FIXER A DROITE DANS LE SENS St Laurent d Aigouze Aiguemortes SOUS LE PONT PAR COLLIERS ACIER ET  
GOUJONS D'ANCRAGE M8 TOUT LES METRES A COTE DU TUBE PVC EXISTANT







—— Tracé des tranchées



